Subventions au secteur de la pêche: L'ONG Bloom attaque l'Etat pour «excès de pouvoir»

**REPARTITION** L'association réclame depuis 2015 aux autorités françaises les données sur les subventions allouées dans le cadre du Fond européen de la pêche...

*20 Minutes avec AFP | Publié le 22/01/19 à 15h54 — Mis à jour le 22/01/19 à 16h17*

Illustration d'un bateau de pêche arrivant au port de l'île de Groix. — *J. Gicquel / 20 Minutes*
Comment les subventions de l'Union européenne, attribuées à la pêche, sont-elles réparties ? C'est ce que veut savoir l'ONG Bloom qui a annoncé avoir déposé un recours contre l'État, ce lundi, devant le tribunal administratif de Paris. L'association veut obtenir les données détaillées sur les subventions européennes au secteur français de la pêche, des subventions accusées d'encourager la surpêche.

L'association réclame depuis 2015 aux autorités françaises les données sur les subventions allouées en France dans le cadre du Fond européen de la pêche, soit près de 500 millions d'euros sur la période 2007-2016, a-t-elle expliqué dans un communiqué.

Des données « d'une qualité pitoyable et surtout incomplètes »
De son côté, le ministère de l'Agriculture a affirmé que tout était « transparent » et que la direction des pêches maritimes et de l'aquaculture avait envoyé, ce mardi, un mail en réponse à la requête, avec des données « relatives aux opérations et montants versés », déjà rendues publiques en 2017. Mais ces données sont « d'une qualité pitoyable et surtout incomplètes », a assuré le directeur scientifique de Bloom, Frédéric Le Manach, estimant que le fichier reçu ce mardi, contenant des données agrégées et non brutes ne « répond pas » à la demande.

« On est incapable de dire si un type d’engin de pêche reçoit plus qu’un autre ou une longueur de bateaux plus qu’une autre, pour savoir si les subventions vont préférentiellement aux méthodes de pêche industrielles et impactantes comme les chaluts de fond, ou vers une transition vers des méthodes plus douces comme la pêche au casier, à la ligne, au filet », a-t-il estimé.

« L’urgence est autant sociale qu’écologique : les pêcheurs artisans disparaissent aussi vite que les poissons »
« Les subventions publiques ont été identifiées comme la principale cause de la surpêche mondiale », a insisté l’ONG, qualifiant ce combat contre ces subventions de « mère de toutes les batailles ». Et « tant qu’on n’a pas les données nationales, les pêcheurs français vont nous dire « ça c’est vrai au niveau mondial mais pas chez nous », a noté Frédéric Le Manach, réclamant de la « transparence ».

« Le gouvernement utilise toujours l’argument massue de l’emploi pour justifier des politiques publiques qui en réalité le détruisent depuis des décennies. Aujourd’hui, l’urgence est autant sociale qu’écologique : les pêcheurs artisans disparaissent aussi vite que les poissons », a commenté dans un communiqué Claire Nouvian, fondatrice de Bloom.